



Agence pour l'Évaluation de  
la Qualité de l'Enseignement Supérieur

**Evaluation des cursus « Sciences politiques »  
2009-2010**

**RAPPORT FINAL DE SYNTHÈSE**

**Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix (FUNDP)**

Comité des experts :

M. Philippe BRAUD, président

M. J. Peter BURGESS, M. Yves DELOYE, M. Guy LACHAPELLE,

M. Jean-Philippe LERESCHE et M. Yves VAN ONSEM

**10 juin 2010**

## **INTRODUCTION**

L'Agence pour l'Évaluation de la Qualité de l'Enseignement Supérieur (AEQES) a procédé en 2009-2010 à l'évaluation des cursus « Sciences politiques », c'est-à-dire :

- du Bachelier en « Sciences politiques »
- du Master en « Sciences politiques orientation générale » (non dispensé aux FUNDP)
- du Master en « Sciences politiques orientation relations internationales » (non dispensé aux FUNDP)
- du Master en « Administration publique » (non dispensé aux FUNDP)
- du Master en « Etudes européennes » (non dispensé aux FUNDP)

Le comité des experts, mandaté par l'AEQES, a procédé, les jeudi 11 et vendredi 12 mars 2010, à une visite du Département des Sciences politiques, sociales et de la communication, au sein de la Faculté des Sciences économiques, sociales et de gestion des FUNDP. Le présent rapport rend compte des conclusions auxquelles sont parvenus les experts après lecture du rapport d'autoévaluation et à l'issue des auditions et observations faites *in situ*.

Les experts tiennent à remercier Monsieur le Recteur de l'Université et Monsieur le Doyen de la Faculté qui ont tenu, en personne, à les accueillir et leur ont offert dans leurs locaux les meilleures conditions possibles de travail. Ils remercient également le professeur Thierry Braspenning-Balzacq qui, en sa qualité de Directeur de département et de coordonnateur du rapport d'autoévaluation, a joué un rôle essentiel dans la présentation des enjeux et objectifs de la formation dispensée au sein du cursus de sciences politiques. Grâce à la parfaite coopération des diverses catégories d'interlocuteurs rencontrés : professeurs et « scientifiques »<sup>1</sup>, personnels administratifs et techniques, représentants des étudiants et anciens étudiants, représentants des employeurs, le comité a pu effectuer sa mission dans de parfaites conditions.

Le présent rapport passe en revue les points forts et les points d'amélioration que les experts ont cru pouvoir identifier en regard des chapitres ci-dessous. Il débouche ensuite sur une analyse des risques et opportunités avant de formuler des recommandations.

---

<sup>1</sup> Au sens, retenu *infra*, de doctorants et docteurs chargés d'un enseignement.

## CHAP 1er : Le cadre institutionnel et la gestion de la qualité

---

Fondées en 1831, les Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix (FUNDP) sont héritières d'une longue tradition jésuite. Elles se composent aujourd'hui de six Facultés dont trois se dédient, outre les habilitations doctorales qui sont hors périmètre de l'évaluation, à la formation des étudiants du premier cycle. Depuis 2007, elles sont engagées dans un processus de négociation qui mènera, à terme, à la fusion des quatre institutions universitaires composant l'Académie Louvain.

### PRINCIPALES FORCES RECONNUES

- 1 Le comité des experts a noté la prise au sérieux de cette préoccupation de la qualité par l'institution, et ce depuis de longues années. Celle-ci s'est concrétisée par la création déjà ancienne de la Cellule didactique qui constitue un équivalent fonctionnel d'une Cellule qualité.
- 2 Les périmètres institutionnels sont définis avec une grande clarté (Université, Faculté, Département). Il existe un plan d'action stratégique avec des objectifs bien définis : choix assumé de s'en tenir au niveau Bachelier ; mise à l'étude de la possibilité d'un double Bachelier ; développement d'un pôle Sécurité internationale et projet de chaire Tocqueville ; réflexion sur les conséquences de la fusion avec l'UCL en ce qui concerne les équipements informatiques et le mode de gestion de la bibliothèque.
- 3 La communication est fluide entre enseignants et entre enseignants et étudiants, en partie en raison de la petite taille de l'établissement. On relève aussi l'existence d'un site internet remarquable par la richesse de l'information offerte et sa facilité d'accès, même si l'actuelle coexistence de *TerraNostra* et de *Webcampus*, nuit peut-être à la parfaite rationalisation de la circulation de l'information.

### PRINCIPAUX POINTS D'AMELIORATION DETECTES

- 1 Il n'existe pas de politique de suivi des anciens étudiants même si l'on note l'ébauche de mise en place d'une banque de données. Il n'existe pas non plus d'association d'*alumni*. Pourtant le fort attachement sentimental à l'institution que les experts ont cru pouvoir déceler chez les anciens, devrait pouvoir déboucher, sous une forme ou une autre, sur la mise en place d'une organisation susceptible de favoriser un resserrement des liens entre l'université et son environnement social.
- 2 L'évaluation des enseignements est conduite selon des modalités qui, certes, favorisent un suivi longitudinal par l'institution, mais ne permettent pas des retours d'information en temps réel auprès de l'ensemble des étudiants. L'existence des « groupes de contact » n'atténue que partiellement cet inconvénient. Seules les évaluations des jeunes enseignants sont annuelles, au lieu de trois ans pour les enseignants plus expérimentés. Ce ciblage n'est pas sans avantage s'il a des implications sur le déroulement de leur carrière et leur permet d'améliorer leur pratique. En outre, il vise à ne pas démonétiser chez les étudiants l'acte d'évaluer si celui-ci devait être perçu comme trop fréquent et trop lourd. Encore faut-il que cette politique d'évaluation demeure transparente et systématique.

### [Droit de réponse de l'établissement](#)

### RECOMMANDATIONS

- 1 Entamer une réflexion sur les avantages et inconvénients des actuelles modalités d'évaluation des enseignements et des enseignants afin de mieux formaliser les pratiques actuelles

- 2 Renforcer la visibilité institutionnelle du cursus de science politique par une politique appropriée de communication externe. Ceci afin de valoriser l'image d'excellence de cette formation et d'attirer davantage d'étudiants issus de l'ensemble de la Wallonie ou de la Belgique, voire de l'étranger.

- 1 Le comité des experts a constaté la volonté affichée de développer une filière d'excellence en Bachelier, afin de permettre aux étudiants d'aborder ensuite les Masters auxquels ils se portent candidats dans d'autres établissements, avec les meilleures chances de succès. La culture FUNDP met l'accent sur un fort souci pédagogique d'apprendre aux étudiants à apprendre, ce qui signifie également l'ambition de mobiliser chez eux une forte capacité de travail avec un choix explicite de densité des programmes. Ainsi observe-t-on l'existence d'un enseignement intitulé Méthodologie du travail universitaire. Parallèlement, et dans la tradition *Liberal Arts College*, l'accent est placé sur un modèle humaniste de formation cultivant l'idéal du citoyen « cohérent et responsable ». Ces objectifs se concrétisent par l'insertion de la science politique dans une formation multidisciplinaire et dans un format généraliste clairement assumé. Les enseignements de cette discipline sont distribués selon une logique de cohérence et de progression qui assure une montée en puissance au cours des trois années. On note également une offre importante de méthodologie quantitative dès la première année de Bachelier (Mathématiques pour les sciences sociales et Statistiques). Un seul petit bémol concerne l'enchaînement des trois cours de Relations internationales, qui mériterait sans doute d'être revisité.
- 2 Autre point fort notable, le souci tout à fait remarquable de pédagogie. Les ressources d'encadrement sont mobilisées au maximum là où les effectifs sont les plus nombreux. On relève l'existence d'institutions tendant à faciliter la mise en œuvre de cette préoccupation majeure : commission chargée de veiller à la cohérence des programmes ; cellule didactique propre à la Faculté ; mise à contribution du Département d'éducation et de technologie (DET) pour assurer le renforcement des moyens pédagogiques offerts aux enseignants. Tout cela atteste la force d'une tradition ancrée depuis longtemps dans l'établissement, qui se matérialise à la fois dans une approche active des modes d'acquisition des connaissances (les étudiants comme « co-acteurs des savoirs »), et dans le souci constant de réflexivité sur les méthodes d'enseignement mises en œuvre. En troisième année de Bachelier, les experts ont distingué une expérience intéressante de *rewriting* de textes rédigés par les étudiants ou encore la capacité d'expérimentation pédagogique d'un professeur qui travaille avec ses étudiants sur l'image (DVD accompagnant le syllabus et le manuel de sociologie). Ils se sont également félicités de la mise en place d'un site Internet offrant aux étudiants des possibilités d'auto-apprentissage (notamment en langues), ce qui constitue une initiative réellement pionnière en matière pédagogique. À noter également la disponibilité des enseignants, saluée aussi bien par les actuels étudiants que par les anciens. Le taux d'échec demeure pourtant relativement élevé en première année de Bachelier, ce qui semble paradoxal au vu des moyens pédagogiques mis en œuvre. Ceux-ci semblent donc viser avant tout l'excellence de la formation, une politique d'ailleurs en cohérence avec les objectifs affichés.
- 3 Le comité des experts a été sensible à l'éthique professionnelle qui semble prévaloir dans les rapports entre enseignants. Elle se donne à voir dans la solidarité qui prévaut entre collègues, notamment le souci d'une équitable répartition des tâches, le dévouement de tous à la mission d'enseignement, voire un altruisme pur et simple puisque certains TD peuvent même être assurés quasi bénévolement. Cet engagement très fort dans la préparation des cours se matérialise dans la mise au point de syllabi de grande qualité et une disponibilité remarquable largement relevée par les étudiants.
- 4 L'importance donnée à la compétence linguistique dans le cursus de sciences politiques constitue un autre point fort, même si certains responsables et certains usagers souhaiteraient aller encore plus loin. En effet, on relève l'existence de cours de langues (avec possible travail en laboratoires) pour l'entretien du bagage acquis, l'accès facilité à des logiciels de dernière génération dans l'enseignement de l'anglais et du néerlandais, enfin l'apparition de cours en anglais. À noter encore l'initiative facultaire d'un week-end annuel de divertissement intégralement consacré à l'échange en anglais. On pourrait néanmoins souhaiter que, dans le cadre des cours d'anglais, on recoure davantage à des textes ou des sujets permettant la familiarisation

avec les concepts de la discipline science politique ou le traitement de l'actualité politique nationale et internationale.

#### *PRINCIPAUX POINTS D'AMELIORATION DETECTES*

- 1 Le comité des experts a manifesté un peu d'étonnement concernant l'équilibre en première année de Bachelier entre cours et travaux dirigés (en petits groupes). Les cours *ex cathedra* sont de 45 heures et les TD de 15 heures. On pourrait penser que l'accompagnement des étudiants appellerait une répartition inverse mais ce choix semble s'expliquer par les contraintes de l'interdisciplinarité en première année de Bachelier puisque les étudiants de sciences politiques se retrouvent dans les mêmes auditoriums que des étudiants relevant de cursus différents. Quant au contrôle des connaissances en première année de Bachelier, il se fait uniquement par écrit mais les QCM sont bannis. L'absence de valorisation des compétences d'expression orale joue peut-être un rôle, ne serait-ce qu'à la marge, dans le taux d'échec qui demeure relativement élevé.
- 2 La difficulté de pleinement prendre en compte la charge de travail des enseignants dans les séminaires en limite le développement puisque cela conduirait à alourdir leur service effectif au-delà de la limite supportable.

#### *RECOMMANDATION*

- 1 Renforcer la valorisation en crédits ECTS des compétences linguistiques acquises ailleurs (École des Langues Vivantes des FUNDP, immersion grâce à des échanges internationaux dûment sélectionnés...) plutôt qu'augmenter les enseignements de langues dispensés au sein du cursus science politique du Département.

### **CHAP 3 : Vie étudiante**

---

Il existe un accompagnement personnalisé des étudiants qui s'explique, dès le départ, par la mise en œuvre des « passeports pour le Bac », puis par l'existence d'un séminaire intitulé Méthodologie du travail universitaire, enfin par une politique de remédiation (Formation Rebond) et de réorientation des étudiants lorsque nécessaire. Un étalement de la première année de Bachelier est également prévu pour faciliter la prise en compte de situations spécifiques. En revanche, il n'existe pas de cursus en horaire décalé. Quant au système ECTS, il est mis en œuvre d'une façon lisible, compréhensible et parfaitement appropriée aux canons de Bologne, à tel point que, paradoxalement, les étudiants peuvent être déconcertés par d'autres pratiques lorsqu'ils vont ailleurs poursuivre leurs Masters.

## CHAP 4 : Les ressources

---

### PRINCIPALES FORCES RECONNUES

- 1 Le comité des experts a observé une croissance significative des effectifs académiques du Département de sciences politiques depuis quelques années. Une attention particulière a été accordée aux critères de recrutement de ces nouveaux personnels. L'institution a privilégié des personnes titulaires de doubles spécialisations (afin de favoriser des synergies intellectuelles) et leur a demandé un engagement fort dans leurs tâches d'enseignement auprès des étudiants.
- 2 Le matériel informatique mis à disposition des étudiants est adapté et fait l'objet d'un plan de renouvellement régulier. Dans les salles de cours, les équipements sont désormais protégés contre les déprédations par des caméras de surveillance qui se sont révélées efficaces.

### PRINCIPAUX POINTS D'AMELIORATION DETECTES

- 1 Le taux d'encadrement, dans une institution de taille aussi réduite, met en évidence une fragilité du cursus. Il peut arriver qu'une seule personne assure le maintien de segments disciplinaires comme Relations internationales ou Études européennes. Son indisponibilité éventuelle ou son départ créerait un risque élevé de rupture.
- 2 Le budget de fonctionnement est de dimension très modeste. Il ne permet pas de financer les déplacements des doctorants sur leur terrain de recherche ni leur participation aux colloques internationaux qui leur seraient particulièrement utiles.
- 3 En matière de bibliothèque, le cadre de travail est agréable, le personnel très disponible et motivé, les horaires d'ouverture aménagés pour répondre à la demande étudiante, et l'accès aux personnes à mobilité réduite garanti. Cependant, le fonds de livres et revues disponibles en sciences politiques est encore limité, restreint à des ouvrages en français souvent un peu datés. Un nombre élevé des nouvelles acquisitions d'ouvrages reste stocké dans les bureaux (des enseignants) du département, ce qui réduit leur accessibilité. Il manque une solide veille sur les grands domaines de la discipline pour assurer une mise à jour convenable des principaux ouvrages de référence. Si les glissements budgétaires au profit des ressources électroniques ont leur légitimité, il ne faudrait pas qu'ils aboutissent à une forme de dépérissement de la bibliothèque de livres. On relève enfin le coût élevé du prêt interuniversitaire (jusqu'à 8 euros) et l'information sans doute insuffisante auprès des étudiants sur la possibilité qu'ils ont de proposer l'acquisition d'ouvrages.

### [Droit de réponse de l'établissement](#)

### RECOMMANDATIONS

- 1 Accélérer la mutualisation des ressources, rendue possible par la fusion au sein de l'UCLouvain.
- 2 Élargir l'équipe enseignante du Bachelier. Cela semble envisageable non seulement grâce à des collaborations étendues entre tous les enseignants de la nouvelle université UCLouvain mais aussi par une association ponctuelle du personnel scientifique ainsi que, si possible, la création d'un second poste d'assistant en science politique.
- 3 Étoffer le fonds d'ouvrages et de revues de science politique grâce à une impulsion plus forte donnée par le Département en matière d'achat d'ouvrages fondamentaux ou ciblés.



## CHAP 5 : L'entité<sup>2</sup> dans son contexte

---

### PRINCIPALE FORCE RECONNUE

- 1 Les FUNDP se soucient de leur insertion dans le tissu social environnant. Dans le cas du cursus de sciences politiques, cela signifie l'utilisation du Service de l'Audiovisuel et de l'Electronique (SAVÉ) conçu pour diffuser des connaissances universitaires et faire connaître la vie du campus dans la province de Namur, la participation à des efforts de vulgarisation scientifique via une émission comme Clefs pour la Wallonie, et la promotion de synergies avec la Cité à travers les travaux de fin d'études des étudiants de troisième année de Bachelier.

#### [Droit de réponse de l'établissement](#)

### PRINCIPAL POINT D'AMELIORATION DETECTE

- 1 Le faible nombre des partenariats ouvrant la possibilité d'échanges Erasmus. Ils sont ici strictement réservés « aux plus méritants ». La qualité de la formation n'autorise-t-elle pas à penser que beaucoup d'étudiants seraient capables de tirer un grand profit de ces échanges et trouveraient ici une solution favorable à leur désir de se perfectionner efficacement en langues étrangères ?

#### [Droit de réponse de l'établissement](#)

### RECOMMANDATIONS

- 1 Resserrer les liens avec les institutions wallonnes présentes à Namur, pour améliorer encore l'insertion du site universitaire dans son environnement immédiat. Le choix des travaux de fin d'études faits par les étudiants, l'appel ponctuel à des experts de l'appareil gouvernemental et administratif pourraient constituer des outils de ce rapprochement.

#### [Droit de réponse de l'établissement](#)

- 2 Adopter une politique plus proactive de recherche de partenariats universitaires pour des échanges Erasmus, Belgica ou Mercator. Ce qui suppose sans doute la désignation d'une personne vouée à cette tâche.

---

<sup>2</sup> Entité responsable de la gestion des programmes d'études évalués  
Evaluation « Sciences politiques » - 2009-2010

Le Comité d'experts a souhaité souligner trois points :

### *La perspective de fusion dans la grande entité : UCLouvain*

En dépit de quelques risques à écarter, elle offre de nombreux avantages. Tout d'abord, le bénéfice d'une mutualisation des ressources académiques. La petite taille des FUNDP rend le cursus de sciences politiques vulnérable à des mouvements imprévus de personnes, même individuels, qui peuvent créer des ruptures de continuité dans l'enseignement dispensé. Cette mutualisation des ressources humaines est également de nature à autoriser une diversification de l'offre d'enseignements proposés aux étudiants. Enfin, elle ouvre des perspectives aux académiques eux-mêmes, tant sur le plan de leurs travaux de recherche qu'en termes de diversification de leurs auditoires. Ajoutons qu'une rationalisation des investissements matériels doit logiquement résulter de cette fusion (elle est d'ailleurs déjà en cours), dans le domaine de la gestion des inscriptions administratives et du suivi des anciens étudiants, ou encore dans la politique d'acquisition d'ouvrages et revues disciplinaires. Plus largement encore, les FUNDP, sans perdre leur identité, pourront bénéficier de la notoriété internationale de Louvain. Cet atout devrait favoriser une extension des partenariats universitaires ayant pour objet une augmentation des échanges Erasmus aussi bien que des échanges internationaux d'académiques.

### *La valorisation d'une image de qualité largement reconnue*

Les bacheliers issus des FUNDP semblent constituer des cohortes de bons, voire de très bons étudiants, dans les Masters auxquels ils se portent candidats dans la suite de leurs études. Il conviendrait donc que, dans la perspective de la fusion, soit préservé ce capital lié aux spécificités de la formation dispensée ici. Une autonomie de fonctionnement du site, en matière pédagogique, en paraît constituer la condition nécessaire.

### [Droit de réponse de l'établissement](#)

### *L'environnement Namur/capitale de la Wallonie*

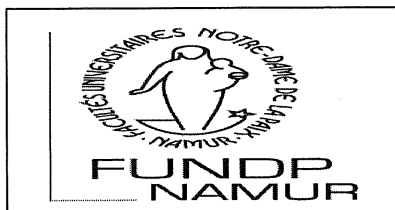
La proximité du gouvernement et du parlement wallons devrait favoriser, tout particulièrement au niveau d'un cursus de sciences politiques, le développement d'échanges mutuellement fructueux : travaux de fin d'études auprès des acteurs de la vie sociale et politique, stages dans les administrations publiques lesquelles constituent d'éventuels employeurs pour un certain nombre de futurs diplômés. Une forme de mentorat pourrait être envisagée, des hauts fonctionnaires assurant une forme de tutorat adaptée, pour compléter la formation pratique de certaines catégories d'étudiants.

## EN SYNTHÈSE

Points forts	Points d'amélioration
<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Existence d'une Cellule didactique</li> <li>⇒ Définition claire des périmètres institutionnels et du plan d'action stratégique</li> <li>⇒ Communication fluide</li> <li>⇒ Préoccupation remarquable pour la pédagogie</li> <li>⇒ Fort souci pédagogique d'apprendre aux étudiants à apprendre</li> <li>⇒ Insertion de la science politique dans une formation multidisciplinaire et dans un format généraliste</li> <li>⇒ Offre importante de méthodologie quantitative dès la première année</li> <li>⇒ Disponibilité des enseignants</li> <li>⇒ Importance accordée à la compétence linguistique</li> <li>⇒ Accompagnement personnalisé des étudiants et politique de remédiation</li> <li>⇒ Clarté et lisibilité du système ECTS</li> <li>⇒ Croissance significative des effectifs académiques du Département</li> <li>⇒ Insertion dans le tissu social environnant</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Absence de politique de suivi des anciens étudiants</li> <li>⇒ Evaluation des enseignements ne permettant pas de retour d'information en temps réel auprès des étudiants</li> <li>⇒ Enchaînement des trois cours de Relations internationales qui mérite d'être revisité</li> <li>⇒ Equilibre en première année entre cours et travaux dirigés</li> <li>⇒ Absence de valorisation des compétences d'expression orale en première année</li> <li>⇒ Développement des séminaires freiné par la difficulté à prendre en compte la charge de travail des enseignants</li> <li>⇒ Taux d'encadrement qui implique une certaine fragilité de certains segments disciplinaires</li> <li>⇒ Budget de fonctionnement très modeste</li> <li>⇒ Fonds bibliographiques disponibles en sciences politiques limité</li> <li>⇒ Faible nombre de partenariats Erasmus</li> </ul>

Opportunités et risques
<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ La perspective de fusion dans la grande entité : UCLouvain</li> <li>⇒ La valorisation d'une image de qualité largement reconnue</li> <li>⇒ L'environnement Namur-capitale de la Wallonie</li> </ul>

Recommandations
<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Entamer une réflexion sur la pertinence des actuelles modalités d'évaluation des enseignements</li> <li>⇒ Renforcer la visibilité institutionnelle du cursus par une politique appropriée de communication externe</li> <li>⇒ Recourir davantage à la discipline science politique dans l'enseignement des langues</li> <li>⇒ Renforcer la valorisation en crédits ECTS de la compétence linguistique acquise par ailleurs par les étudiants</li> <li>⇒ Assurer une veille documentaire sur les grands domaines de la discipline pour assurer une mise à jour convenable des principaux ouvrages de référence</li> <li>⇒ Étoffer le fonds d'ouvrages et de revues de science politique</li> <li>⇒ Accélérer la mutualisation des ressources, rendue possible par la fusion au sein de l'UCLouvain</li> <li>⇒ Élargir l'équipe enseignante du Bachelier : association ponctuelle du personnel scientifique de la future UCLouvain ; création d'un second poste d'assistant en science politique</li> <li>⇒ Resserrer les liens avec les institutions wallonnes présentes à Namur</li> <li>⇒ Adopter une politique plus proactive de recherche de partenariats Erasmus et désigner une personne-relais</li> </ul>



Evaluation 2009-2010 du cursus  
Sciences politiques

## Droit de réponse de l'établissement évalué

Dans le cadre de l'expertise des programmes de sciences politiques pilotée par l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur, les Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix ont eu le plaisir d'accueillir, pendant deux jours, le comité mandaté à cet effet. L'Université tient à remercier vivement le comité d'experts pour son ouverture, son écoute attentive et, chose rare qu'il nous importe de souligner, son empathie professionnelle.

Le rapport de ces évaluations est maintenant disponible. Il en résulte, au point de départ, qu'une partie – substantielle – de celui-ci vient confirmer les orientations pédagogiques majeures des Facultés depuis leur création. Un autre de ses versants nous invite, clés en main, à consolider, ensuite, ce que nous avons déjà amorcé depuis la réforme de Bologne. Le rapport comporte, enfin, des recommandations qui nous permettront d'ouvrir de nouveaux chantiers susceptibles d'approfondir ce que le comité d'experts qualifie à plusieurs reprises, à notre satisfaction, de souci constant de l'excellence.

La présente réponse vise à clarifier certains points qui ont pu aiguillonner le comité dans un sens ou dans un autre, et à commenter, là où c'est nécessaire, certaines de ses recommandations.

L'établissement ne souhaite pas formuler d'observations de fond

Page	Chap.	Point <sup>1</sup>	Observations de fond
3	1er	Point d'amélioration, 2	<p>Le comité semble percevoir un manque de formalisation des pratiques d'évaluation, ce qui est quelque peu paradoxal dans la mesure où il souligne par ailleurs le fort investissement de l'institution en matière de promotion de la qualité. En fait, au sein de la filière de sciences politiques, comme dans tous les programmes organisés par l'Université, les pratiques d'évaluation sont systématiques, formalisées et transparentes. L'Université a été, à bien des égards, pionnière en matière d'évaluation des enseignements en Communauté française liant, au demeurant, la promotion des enseignants-chercheurs aux résultats de celles-ci. La systématisme des évaluations est garantie par un plan trisannuel, lequel permet à la fois aux étudiants et aux enseignants de connaître, à l'avance, les matières qui feront l'objet d'une appréciation qualitative. Enfin, elles sont formalisées puisque le Conseil d'Administration de l'Université en a généralisé les procédures en 2008. Même si l'anonymat des étudiants est sauvegardé, les résultats des évaluations sont, quant à eux, connus de toutes les parties (enseignants, Doyen, Cellule didactique et étudiants).</p> <p>Toutefois, le fait que les évaluations se tiennent au terme des enseignements, et parfois des examens, peut nourrir l'impression d'un retour différé. A Namur, pour contrôler de tels effets, l'Université a justement chargé une série d'instances du suivi, en temps réel, des enseignements. Les organes tels que la Commission de contact permettent de rectifier, en amont, les problèmes qui pourraient survenir en cours d'année. Les étudiants y sont représentés par des délégués élus. Ce sont ces derniers qui assurent la fonction de relais entre ces instances et leurs camarades. Enfin, les enseignants dont les cours soulèvent quelques problèmes sont immédiatement informés par le Directeur des premiers cycles qui est aussi le Responsable académique de la Cellule didactique, organe facultaire chargé de la qualité de l'enseignement. C'est ce dispositif, attendu qu'il a donné des résultats notables, comme le remarque le comité, que nous entendons renforcer afin de mieux tirer partie des évaluations.</p>

<sup>1</sup> Mentionner la rubrique (force, point d'amélioration ou recommandation) suivie du numéro précédant le paragraphe.

7	4	Point d'amélioration, 2	Le comité souhaite que les ressources bibliographiques de science politique soient étoffées. En la matière, il faut le reconnaître, on n'en fait – hélas – jamais assez au vu de la richesse remarquable de la production scientifique. Mais on peut heureusement indiquer que la bibliothèque fait l'objet, depuis maintenant deux ans, d'un programme d'impulsion institutionnel, qui se traduit par une augmentation du budget. Depuis 2009, cependant, nous avons dû repenser la stratégie d'acquisition initialement adoptée. En effet, dans la perspective de la fusion, il nous a semblé important de contrôler les doublons avec les bibliothèques des universités membres de l'Académie Louvain et, surtout, de concentrer les achats sur les ouvrages de base des différentes composantes de la science politique. Parallèlement à ces acquisitions, le département se dote progressivement d'un fonds d'ouvrages spécialisés dans le domaine des théories des Relations internationales et de la sécurité, champs fédérateurs des recherches menées en son sein. Il est dommage que le comité n'ait pas suffisamment perçu cet effort. Pour l'essentiel, il s'agira néanmoins d'amplifier cette entreprise, afin de porter les ressources à disposition de la communauté du cursus « science politique » à la hauteur de ceux des autres programmes, plus anciens, organisés par l'Université.
8	5	Force, 1 Recommandation, 1	Le comité recommande un meilleur ancrage dans l'environnement institutionnel de la Région, en recourant par exemple aux experts de l'appareil administratif et gouvernemental. C'est déjà le cas, mais tous les cours ne sauraient, par leur format ou leurs objectifs, s'y conformer. De fait, les enseignements de <i>sociologie politique</i> , d' <i>analyse politique de l'action publique</i> et de <i>politique belge</i> s'y prêtent davantage que ceux d' <i>histoire et théories de l'intégration européenne</i> ou de <i>relations internationales</i> . Pour ces derniers, des visites annuelles sont organisées auprès des institutions nationales, européennes et internationales, installées à Bruxelles. La nouvelle chaire Tocqueville des politiques de sécurité devrait contribuer à diversifier ces pratiques.
8	5	Point d'amélioration, 1	Le comité note, en outre, que le niveau distinctif des étudiants diplômés par l'Université devrait nous inciter à en envoyer un plus grand nombre à l'étranger. C'est une recommandation intéressante, mais dont toutes les implications doivent être mesurées lucidement. Dans tous les cas, il nous est difficile d'entrevoir, à ce stade, comment une telle recommandation pourrait être compatible avec, d'une part, le projet d'instituer des doubles baccalauréats qui nécessitent une masse critique d'étudiants ne serait-ce que pour en assurer la faisabilité, et, d'autre part, la nécessité d'organiser des stages ou des travaux de fin d'études qui permettraient de resserrer les liens avec les institutions politiques de la Région. La réflexion qui devrait déboucher sur un choix assumé pour la rentrée académique 2011-2012, met à contribution les trois départements constitutifs de la faculté. Elle se fait également en tenant compte de la transformation du contexte institutionnel, lequel pourrait nous amener, par exemple, à repenser de manière systématique, l'architecture globale des séjours d'études à l'étranger.
9	6		Le comité invite l'Université à valoriser davantage l'image d'excellence du cursus de science politique. C'est une recommandation qui nous interpelle ; elle laisse présager des marges de développement vers lesquelles nous pouvons légitimement tendre, sans compromettre la qualité de l'enseignement et de l'encadrement offerts à nos étudiants. Elle vient aussi rappeler – très judicieusement – que la rigueur et l'exigence peuvent encore être, dans la conjoncture historique actuelle, des marqueurs d'attractivité. Dans le contexte d'intégration des universités, nous nous réjouissons de l'appel du comité aux Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix, pour qu'elles continuent de déployer, aujourd'hui et demain, l'esprit et les outils qui font son identité académique depuis 1831.

Nom, fonction et signature de l'autorité académique dont dépend le département

**PR Alain de CROMBRUGGHE**, *Doyen de la Faculté des sciences économiques, sociales et de gestion*



Nom et signature du (de la) coordonnateur(-trice) de l'autoévaluation

**PR Thierry BRASPENNING BALZACQ**, *Directeur du département des sciences politiques, sociales et de la communication*

